

dfi analyse

L'année électorale 2017 –
Les Européens face à leurs responsabilités – [page 1](#)

dfi information

Les jumelages face à la crise de
l'Europe – [page 3](#)

Vient de paraître :

Frankreich Jahrbuch 2016 – [page 3](#)

Conférence annuelle 2017 :

« Langue et politique » – [page 4](#)

Le dfi et la Fondation Wüstenrot
entament un nouveau projet – [page 4](#)

Journée franco-allemande pour les
professeurs de français à Stuttgart
– [page 5](#)

L'Allemagne – si proche, si peu
connue... – [page 6](#)

On y va, une nouvelle édition et de
nouvelles idées – [page 6](#)

À paraître : Politique et géographie
de la France – [page 7](#)

dfi service

Réception du Nouvel An au *Landratsamt*
– [page 7](#)

Nouveau bureau directeur de la Chambre de
Commerce et d'Industrie de la région de
Stuttgart – [page 7](#)

Appel à candidature Francemobil 2017 – 2018
– [page 7](#)

Appels à candidature du DAAD – [page 8](#)

La France avant les élections présidentielles
– [page 8](#)

Marjorie Berthomier – nouvelle
secrétaire générale adjointe de l'UFA – [page 8](#)

Agenda – [page 8](#)

Mentions légales – [page 8](#)

L'année électorale 2017 – Les Européens face à leurs responsabilités



Angela Merkel lors du congrès de l'Union chrétienne démocrate (CDU), où elle a été nommée candidate à la chancellerie pour 2017. Source : flickr.

dfi analyse Rarement ces vingt dernières années les événements politiques et sociaux en Europe se sont succédés avec une telle frénésie. L'Europe peine à faire face à la profonde situation de crise qu'elle traverse, ou même seulement à l'analyser.

L'élection de Donald Trump aux USA a été une surprise, ses premières semaines ont complètement désorienté le monde et les perspectives futures donnent pour le moins à réfléchir. Les Britanniques estiment devoir dire adieu à l'UE. Le président turc continue à serrer la vis en accentuant la répression dans son pays et en se livrant à des provocations envers les autres États. Le président de Russie Poutine semble ignorer les sanctions économiques, tandis que sa population en fait les frais, et en attendant, une solution du conflit en Ukraine n'est pas prête d'être trouvée. En outre, dans la guerre civile sanglante qui sévit en Syrie, qui est aussi une guerre par adversaires interposés, l'Europe ne fait pas bonne figure. Les flots de réfugiés, qui ne viennent pas uniquement des zones en proie à la guerre civile, ne tarissent pas et vont encore largement occuper l'UE les prochaines années. Par ailleurs, la croissance

économique dans l'UE faiblit, la crise de la dette des États membres est loin d'être résolue, et les partis populistes anti-système ont du succès.

Que se passe-t-il actuellement en Europe?

Pendant ce temps en Europe, de nombreuses élections sont à l'ordre du jour durant l'année 2017 – à vrai dire, rien de plus normal dans une démocratie qui fonctionne. Les citoyens sont appelés à élire au Bundestag et à l'Assemblée nationale les députés qu'ils croient capables de réaliser au mieux les objectifs politiques définis. On prévoit là un changement de majorité ainsi que des changements d'orientation politique, ce qui en soi est une situation normale. Et cependant, il semble y avoir quelque chose de différent. La presse de qualité – c'est-à-dire la presse où les journalistes travaillent, réfléchissent, vérifient les informations avant de développer des opinions – parle déjà depuis longtemps d'« élections fatidiques » aux Pays-Bas comme en France, oubliant généralement au passage l'Italie. Que se passe-t-il actuellement en Europe, dans cette union très spéciale, qualifiée à la fois de maison et de famille ?

Suite de la page 1

Les certitudes habituelles semblent vaciller. Doit-on poursuivre sur la même voie que ces 60 dernières années, depuis les traités de Rome ? Ou bien l'Histoire doit-elle faire marche arrière et devenir une fédération d'États-nations souverains, en lieu et place de l'UE sous la forme qu'elle a aujourd'hui ? Cette question de fond semble préoccuper beaucoup de personnes, qui dans le doute se jettent souvent de manière précipitée dans les bras de ceux qui leur proposent des solutions simplistes ou leur promettent le salut. Les esprits s'échauffent sous le coup de l'émotion, que ce soit chez les politiques (rarement l'on a observé un tel avilissement de la langue politique et dû supporter autant de vulgarité), chez les citoyens (le « citoyen en colère » est devenu une réalité) ou chez les médias, qui doivent se défendre des accusations portées contre la « presse mensongère » ou au contraire qui s'empressent de surfer sur la vague du vacarme bruyant et souvent haineux.



François Fillon, en salle d'honneur de l'Hôtel de Ville de Belfort, le 19 octobre 2016. Source : flickr.

■ Une politique intérieure commune

Devant cette situation menaçante, on a besoin de faire montre de pondération. En analysant les choses sobriement, que peut-on dire des élections à venir ? Tout d'abord, il est clair que toutes les élections à l'ordre du jour dans l'un des États membres de l'UE ont des conséquences immédiates pour les autres États européens. Nous sommes soumis à une politique intérieure commune, même si cela ne manque pas de susciter une violente opposition de la part de nombreux partisans de l'exigence de souveraineté nationale. Il est en outre indubitable que les mouvements populistes, malgré toutes les différences locales, se rejoignent sur deux points : ils font appel au sentiment de l'identité et ils se nourrissent de la jalousie économique (envers certaines régions de leur propre pays, envers d'autres États de l'UE et envers les réfugiés).

On n'effacera pas rapidement ces sentiments – car il s'agit d'émotions – en usant d'arguments rationnels, et quand bien même on y parviendrait, cela se fera à long terme. L'objectif doit donc être d'attirer la majorité des citoyens qui ne s'en remettent justement pas aux formules simplistes, au moyen d'offres politiques valables et plausibles, pour leur montrer les mérites de la démocratie et les grands succès de l'intégration européenne. Nous ne devrions pas nous préoccuper uniquement de la montée

du populisme, mais aussi de l'incapacité à s'exprimer et à agir de nombreux Européens convaincus, en politique comme dans la société.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement pour la campagne électorale de 2017 ? Ne nous focalisons pas sur une personnalité isolée hors norme comme Wilders, qui a réussi à séduire 13% des électeurs néerlandais, mais qui avec ce score devrait déjà avoir atteint son maximum. Ne réduisons pas le programme français de la campagne électorale à un « programme de barrage » contre Marine Le Pen. Bien sûr, la situation en France est bien plus préoccupante qu'aux Pays-Bas, car le mode de scrutin présidentiel en France, uninominal majoritaire à deux tours, n'exclut pas complètement des surprises comme aux USA – il n'est en effet pas impensable que Marine Le Pen profite au second tour du manque de crédibilité et de la faiblesse de son adversaire.



Emmanuel Macron lors d'une conférence sur les technologies numériques. Source : flickr.

Mais restons calme : la situation en France est-elle vraiment si mauvaise ? La vitalité de la démocratie moderne a un nom : Emmanuel Macron. Qu'y a-t-il de mal à ce qu'un Français jeune mais déjà expérimenté ait le courage de quitter le gouvernement découragé pour s'engager sur le chemin ardu de la campagne électorale vers la magistrature suprême, sans aucune garantie de succès ? Ses chances seront d'autant plus élevées que ses concurrents se montreront mauvais. Et justement, tout joue en sa faveur, grâce à une gauche qui se déchire et un mouvement républicain qui est en train d'imploser. La dynamique en France montre une chose : celui qui a le courage de s'engager de manière offensive dans la campagne électorale en faveur de l'Europe, de jouer la carte franco-allemande à une période où il est facile de polémiquer contre le « diktat allemand de l'économie » peut aussi enthousiasmer les Français. Il ne faudrait du reste pas l'oublier, si l'on était tenté de sombrer dans une fascination morbide pour une victoire très improbable mais en principe pas exclue de Marine Le Pen. Si elle devait alors organiser un référendum sur la sortie de l'euro et/ou de l'UE, elle le perdrait selon toutes prévisions. Pour résumer la situation : pas d'affolement.

■ Mais qu'en est-il de l'Allemagne ?

La « merkelisation » de ces dernières années a fait oublier à tous les Européens que la démocratie permet aussi en principe un changement de pou-



Martin Schulz, candidat du parti social-démocrate allemand (SPD) à la chancellerie lors d'une manifestation le 1^{er} mars à Vilshofen. Source : SPÖ Presse und Kommunikation, Wikimedia.

voir en Allemagne. Depuis que l'on doit à Martin Schulz une remontée du SPD dans les sondages d'opinion, que l'on est à peine en mesure d'expliquer rationnellement, il est permis d'imaginer de nouvelles alliances. Une coalition entre les socio-démocrates, le parti de gauche allemand « Die Linke » et les Verts, du moins possible, ne placerait-elle pas les Européens devant des changements considérables ? En tout cas, la campagne électorale allemande ne devrait pas laisser indifférents les autres Européens, et certainement pas les Français.



Donald Tusk lors d'un discours à Varsovie. Source : Mateusz Włodarczyk, Wikimedia.

Si l'on prend les choses avec un certain recul, l'année de campagne électorale 2017 est certes importante, mais justement, elle n'est rien de plus que cela – comme précisément chaque élection devrait l'être. Wilders ne formera pas de gouvernement aux Pays-Bas, Marine Le Pen ne deviendra pas présidente. Il sera bien plus essentiel de rallier à l'intérêt commun les forces centrifuges au sein de l'UE, qui ne sont pas confrontées à des élections proches. Sans la Pologne, sans la Hongrie, sans un soutien des États membres les plus jeunes, aucune grande décision ne sera possible. S'il devait y avoir une année fatidique 2017, alors ce ne serait pas nécessairement à cause des élections prévues, mais plutôt à cause des décisions à l'ordre du jour, qui doivent concerner l'ensemble des Européens. La question fondamentale à tous les niveaux (pour les élections nationales, pour les décisions du Conseil) est tout simplement la suivante : voulons-nous une Europe commune, ou bien devons-nous enclencher l'Europe à deux vitesses tant prônée ? Si tel était le cas, alors l'évolution laisserait sur le bord du chemin beaucoup de ceux qui réclament aujourd'hui la souveraineté de l'État nation.

Les jumelages face à la crise de l'Europe

« Apprendre à gérer les différences » : l'échange au niveau local fait de l'Europe une réalité tangible

Les 6 et 7 mars 2017 s'est déroulée à la délégation de la Sarre auprès de l'Union européenne (EU) un congrès de deux jours organisé par la commission franco-allemande du Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE). La conférence portait sur les conséquences de la situation politique actuelle de l'Europe au niveau communal franco-allemand.

Dans son discours d'ouverture, le 6 mars, Stefan Seidendorf, directeur adjoint du dfi, a expliqué le potentiel que recèle le niveau local pour contribuer à surmonter la crise actuelle que traverse l'Europe. Il en a profité pour rappeler qu'à l'origine, le rapprochement franco-allemand et européen est venu du niveau communal. Convaincus justement que les relations réciproques sont trop importantes pour laisser les gouvernements seuls s'en préoccuper, des maires et des conseils municipaux, des citoyens et des citoyennes, se sont engagés après la guerre dans de nouvelles formes de rencontres et d'échanges. L'ancienne organisation cadre « Union internationale des maires » appartenait aux précurseurs directs de la commission franco-allemande du CCRE.

Si aujourd'hui, toujours selon Seidendorf, à une époque qui est celle du tourisme de masse et des voyages lointains, le rôle et l'importance des jumelages étaient remis en question, alors cela reviendrait à méconnaître la mission originelle de ces coopérations, qui continue d'avoir sa légitimité. De cette manière, dans la rencontre personnelle entre citoyens, en s'invitant par exemple



Stefan Seidendorf, dfi, et Klaus Nutzenberger, Directeur du bureau européen de la fédération allemande des villes et communes. Source : eurocommunal.eu

réciproquement les uns chez les autres, nous apprenons d'abord à voir les différences et les divergences qui nous séparent en Europe – mais nous pouvons également découvrir la solidarité et l'amitié, qui permettent de gérer et de passer outre les différences. Le fait de savoir accepter les différences et de supporter des situations ambivalentes est une composante essentielle du processus de construction européenne. Les échanges scolaires comme les jumelages, les rencontres entre jeunes et celles au niveau local doivent être considérées comme des « écoles » destinées à apprendre et à acquérir les capacités et les modes de conduite pour pouvoir participer à l'UE comme citoyen.

Dans un autre registre, d'autres conférences ont montré le rôle concret de la coopération transfrontalière, par exemple concernant la protection

des eaux, ainsi que l'importance du marché intérieur pour les petites et moyennes entreprises en Europe.

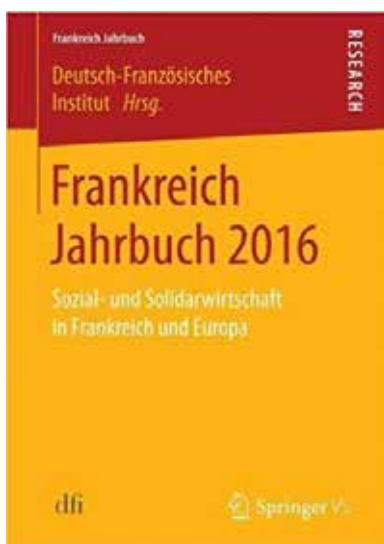
Christine Klos, directrice du département Europe et coopération inter-régionale du ministère des Finances et de l'Europe de la Sarre, et Reinhard Sommer, le président allemand de la commission franco-allemande du CCRE, se sont montrés convaincus par les arguments avancés. La discussion commune a alors porté sur la façon d'utiliser dans les conditions actuelles le potentiel des jumelages, qui existe manifestement. Il

s'agira là de moderniser les bases et les instruments existants et de permettre aux jumelages de se faire aussi entendre sur le plan politique au niveau européen, afin que leurs préoccupations aient de l'écho. Une dernière intervention d'Angela Jain (Nexus) a montré avec quels instruments cela pourrait se faire aujourd'hui.

Le dfi, qui a accompagné de manière déterminante depuis 1948 le mouvement des jumelages, et qui a joué un rôle important en 1950 dans la mise en place du premier jumelage entre Montbéliard et Ludwigsburg, privilégiera encore à l'avenir dans son travail la mise en relation de thèmes franco-allemands et européens avec le niveau communal, et s'efforcera grâce à des formats de manifestations adaptés de rester proche des jumelages.

Stefan Seidendorf ► seidendorf@dfi.de

Vient de paraître : Frankreich Jahrbuch 2016



Ce recueil offre un aperçu de l'économie sociale et solidaire, secteur qui gagne en importance, et pas uniquement en France. Il éclaire, dans une perspective comparée, divers aspects de l'économie sociale et solidaire et leur développement en France et en Europe. On y décrit différentes formes d'organisation et différents modèles économiques, on y montre l'importance du secteur dans des branches économiques spécifiques, et on y discute de la question de savoir s'il s'agit d'un modèle économique alternatif, et si oui, dans quelle mesure.

Éd.: Deutsch-Französisches Institut (dfi), *Frankreich Jahrbuch 2016. Sozial- und Solidarwirtschaft in Frankreich und Europa. Springer VS.*
ISBN: 978-3-658-17621-1 (Print)
978-3-658-17622-8 (Online)

Aperçu du contenu

- Importance économique du tiers secteur.
- Formes de l'entrepreneuriat social.
- Théories de l'économie d'intérêt général.
- Conditions cadres juridiques, politiques et organisationnelles.

Groupes cibles

- Chercheurs spécialisés sur la France et travaillant dans le domaine des sciences humaines, sociales et politiques.
- Public plus large intéressé par la France, médias et administrations ainsi que spécialistes de terrain qui se consacrent à ce thème.

Conférence annuelle 2017 : « Langue et politique »

Campagnes électorales en France et en Allemagne / La Conférence annuelle 2017 sous le signe de l'actualité

Les 22 et 23 juin 2017 se tiendra à Ludwigsburg la traditionnelle Conférence annuelle du dfi. Sur fond de campagne électorale en France et en Allemagne, il s'agira d'étudier le rapport entre langue et politique.

La question centrale est celle du rôle et de l'impact de la mutation du monde médiatique ; il sera question entre autres de l'utilisation croissante des médias sociaux, de la baisse de l'importance des quotidiens, du rôle des débats télévisés, etc...

Des intervenants venus de France et d'Allemagne contextualiseront ces questions en comparant ce qui se fait dans les deux pays, sans oublier l'aspect historique. Les différentes approches disciplinaires (sciences politiques et sciences sociales, littérature, sciences des médias et de la communication...) ainsi que la confrontation des points de vue entre spécialistes de terrain (journalistes, politiques) et chercheurs laissent présager des discussions passionnantes.

Le 22 juin au soir, le ministre-président Kretschmann prendra la parole lors d'une conférence publique sur le thème retenu cette année. Vous pouvez déjà vous pré-inscrire à la Conférence (lejeune@dfi.de), nous publierons par ailleurs le moment venu le programme de cette manifestation sur le site du dfi.

Pour plus d'informations :

Valérie Lejeune ▶ lejeune@dfi.de

Stefan Seidendorf ▶ seidendorf@dfi.de



Le dfi et la Fondation Wüstenrot entament un nouveau projet Les agglomérations urbaines en Allemagne et en France

La tendance à l'urbanisation se poursuit en Allemagne et en France également. Cela exerce une forte pression sur les agglomérations urbaines, surtout dans les régions économiquement fortes.

Un nouveau projet du dfi et de la Fondation Wüstenrot se penche sur les conséquences sociales de l'afflux croissant de population dans les centres urbains et de la périurbanisation qui progresse à la périphérie des grandes villes, phénomène qui pose question, et pas uniquement en raison de la progression de l'étalement urbain et de la hausse du trafic.

Nous voulons analyser dans une optique comparatiste comment les acteurs locaux du monde politique, économique et de la société civile peuvent réagir à ces évolutions qui influent de diverses manières sur les conditions de vie des gens. Il s'agira là avant tout de définir la relation ville-périphérie – en termes de développement urbain, de développement économique, de marché de l'emploi régional et d'offres de mobilité, mais

aussi au regard des structures sociales existantes. Puisque le thème revêt une grande importance en Allemagne comme en France, nous nous attacherons à le traiter à la fois sur le plan de l'analyse et sur celui de la pratique, en étudiant la planification urbaine et régionale dans les deux pays et en réunissant des scientifiques et des élus locaux.

Nous placerons au cœur de notre travail les échanges d'expériences franco-allemands, qui – comme l'ont déjà montré les précédents projets avec la Fondation Wüstenrot – peuvent servir à plus d'un titre de source d'inspiration, en dépit de toutes les différences.

Dominik Grillmayer ▶ grillmayer@dfi.de



La tendance à l'urbanisation se poursuit. Source : Jean-Louis Zimmermann, flickr.

Journée franco-allemande pour les professeurs de français à Stuttgart



Dominik Grillmayer s'exprimant sur la France à l'approche des élections. Source : Heiner Wittmann

Le 27 janvier 2017, le dfi et l'Institut français de Stuttgart ont organisé ensemble pour la huitième fois une Journée franco-allemande destinée aux professeurs de français. Cette manifestation se déroulait dans les locaux de l'Institut français sur la Berliner Platz à Stuttgart.

A cette occasion, environ cent vingt professeurs de français ont assisté à des conférences portant sur la France à l'approche des élections, sur « les projets pédagogiques » comme voie royale pour des cours interactifs, sur les relations compliquées entre religion, école et laïcité et enfin sur la situation dans les quartiers difficiles des villes françaises.

Georges Leyenberger, attaché de coopération pour le français dans le Bade-Wurtemberg et en Sarre et directeur adjoint de l'Institut français de Stuttgart, a fait remarquer dans son mot de bienvenue que pour la première fois depuis 20 ans, le nombre des élèves en France qui apprennent l'allemand a progressé : pour l'année scolaire 2016/2017, ils sont 515 000 collégiens à apprendre l'allemand, soit une progression de 6 % par rapport à 2015/2016. En Allemagne, la part des élèves du secondaire apprenant le français est en revanche en léger recul : ils étaient 27,2 % en 2015 contre 26,6 % en 2016. Dans le Bade-Wurtemberg, la situation est restée stable avec 31,5 %. Selon Leyenberger, la situation n'est donc pas catastrophique, à la différence de ce qu'on a pu lire trop souvent dans la presse. Mais elle n'est pas non plus si positive qu'il faille renoncer des deux côtés du

Rhin à inciter les élèves à apprendre la langue du voisin. C'est donc en concertation que vont démarrer prochainement dans les deux pays de nouvelles initiatives visant à motiver les enfants et les jeunes à apprendre l'allemand et le français. Leyenberger a exprimé ses remerciements aux enseignants pour leur engagement à toute épreuve en faveur de la langue et de la culture française, et aux représentants du ministère de l'Éducation et des « Regierungspräsidenten » pour le soutien durable qu'ils apportent au travail de l'Institut français.

Annette Laur, représentante du Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports du Bade-Wurtemberg, a exprimé le souhait que les contacts franco-allemands et les liens d'amitié au niveau scolaire « contribuent à faire comprendre les évolutions dans le pays voisin, à remettre en question d'éventuelles tendances au repli, et à empêcher que se développe le spectre de l'ennemi » et ainsi à contrer les tendances à l'isolement à la fois au sein de l'Union euro-



Jean-Paul Willaime discutant avec des participants sur la religion, l'école et la laïcité. Source : Heiner Wittmann

péenne et dans le monde entier. Selon elle, lors de la Journée franco-allemande, il est important non seulement de faire connaître la réalité sociale, politique et économique de la France, mais encore de rappeler que « les Allemands et les Français présentent de très nombreux points communs, en dépit de toutes les différences socio-culturelles, qui sont aussi le produit de l'Histoire ».

Après le mot de bienvenue, les participants pouvaient assister à deux conférences parmi les quatre proposées :

Frank Baasner, directeur du dfi, et Dominik Grillmayer, également du dfi, ont exposé la situation de la France à l'approche des élections, et expliqué ce qui différencie les programmes des principaux candidats aux élections présidentielles et comment le pays pourrait évoluer après les élections présidentielles en mai et les élections législatives en juin.

Pour sa part, Christian Minuth, de la PH Heidelberg, a montré comment des « projets pédagogiques » peuvent contribuer à rendre un cours interactif, en plaçant au centre les élèves et en respectant en même temps les principes de l'apprentissage interculturel.

Jean-Paul Willaime, de l'École pratique des hautes études, a expliqué dans son intervention sur les relations entre religion, école et laïcité, quels problèmes les acteurs du monde scolaire et religieux doivent résoudre et comment les relations les uns envers les autres peuvent être gérées d'une manière qui soit acceptable pour toutes les parties.

Martin Villinger, du dfi, a quant à lui développé dans sa contribution « Relégués en banlieue – L'inégalité territoriale en France » les différentes approches pratiquées en France pour améliorer la situation des 5,3 millions de personnes vivant dans les « quartiers prioritaires ».

Durant les pauses, les professeurs pouvaient s'informer aux stands du dfi, de l'Institut français et des éditions Klett, Cornelsen et Reclam sur leurs offres respectives. C'est grâce au soutien financier de ces trois maisons d'édition qu'il a été possible d'inviter à cette manifestation des intervenants extérieurs.

La prochaine Journée franco-allemande pour les enseignants de français se tiendra très probablement le 26 janvier 2018 à Stuttgart.

L'Allemagne – si proche, si peu connue...

C'est sous ce titre que s'est tenu le 27^{ème} Carrefour de la Pensée, qui s'est déroulé les 10 et 11 mars 2017 au Mans, à deux bonnes heures de voiture à l'ouest de Paris. Cette manifestation qui s'est étendue sur deux jours a été organisée en étroite coopération avec l'Université du Maine et s'est adressée à un large public venu de la région.

On y a évoqué notamment les relations qu'entretiennent depuis 1200 ans les villes du Mans et de Paderborn, excellent préambule pour se pencher de plus près sur le voisin allemand et sur la diversité des relations mutuelles qu'entretiennent les deux pays. Or, même si l'Allemagne et la France



Eileen Keller, dfi, lors de sa présentation sur les atouts et les défis de l'économie allemande.
Source : Carrefours de la pensée.



Table ronde sur le sujet de « L'Allemagne et l'Europe » dans le cadre des Carrefours de la pensée au Mans.
Source : dfi.

sont souvent présentes dans les médias de l'autre pays, les représentations que les gens ont de la réalité du pays, de son arrière-plan et de ses racines plus profondes demeurent souvent vagues ou revêtent des formes stéréotypées et simplificatrices. Dans le cadre de quatre tables rondes, le développement économique, écologique et culturel en Allemagne a donc été abordé, tout comme la crise des réfugiés et des enjeux liés à leur intégration.

En outre, les discussions ont porté sur le rôle de l'Allemagne en Europe et sur les relations franco-allemandes. Cela a permis de faire ressortir plus clairement toute la variété des facettes que pren-

nent les relations mutuelles et les liens de dépendance réciproque entre les deux pays, dans une Europe en construction. Enfin, l'ambassadeur allemand Nikolaus Meyer-Landrut a fait valoir dans un échange avec des élèves du Mans que ce dont l'Allemagne a besoin à son côté plus que de tout autre chose, c'est d'une France forte, confiante et optimiste.

Eileen Keller ▶ keller@dfi.de

Vous pouvez regarder les contributions en cliquant sur le lien suivant :
<http://carrefoursdelapensee.univ-lemans.fr/fr/carrefour-2017-1/videos.html>

On y va, une nouvelle édition et de nouvelles idées

Depuis 2015, 18 projets on ne peut plus variés ont été subventionnés dans le cadre du concours « On y va – auf geht's – let's go ! », par exemple un projet environnemental au Sénégal, une rencontre entre des enfants rom et un groupe de jazz français en Allemagne, une étude sur l'action des bénévoles dans les établissements pénitentiaires ou encore une rencontre en sport de combat pour des enfants et personnes handicapés. Une grande diversité mais qui révèle aussi de nombreux points communs. Chacun de ces projets est porté par trois partenaires européens et a pour objectif de mettre en place un échange. Les bénévoles qui en sont à l'origine montrent bien le dynamisme des relations franco-allemandes et européennes et témoignent de la force de l'engagement citoyen.

Avec le concours « On y va – auf geht's – let's go ! », l'Institut Franco-Allemand et la Robert Bosch Stiftung souhaitent promouvoir cet engagement. La particularité de ce programme est de proposer,



Les participants du premier séminaire On y va.
Source : dfi.



au-delà de la subvention financière, une plateforme d'échange, un soutien tout au long du projet ainsi qu'un réseau d'acteurs européens.

Pour l'appel à projets actuel, les équipes ont encore jusqu'au 31 mars pour proposer leur idée. Après vérification des dossiers, les projets seront publiés sur le site Internet et soumis au vote du public. Les projets ayant obtenu le plus grand nombre de voix recevront une subvention allant jusqu'à 5 000 Euro. Le prochain vote débutera à la mi-avril. Toutes les informations sur la candidature et le vote se trouvent sur le site :
<http://www.on-y-va-ensemble.eu>.

Bénédicte King ▶ ideenwettbewerb@dfi.de

Musique: Les enfants et le groupe français sur scène. Source : Musik für Gera e. V.

À paraître

Politique et géographie de la France

Henrik Uterwedde est l'auteur d'un nouvel ouvrage sur la politique et la géographie de la France, qui paraîtra en mai 2017 aux éditions Barbara Budrich. En dix chapitres, il éclaire les origines historiques de la nation et de la conception de la politique en France, et leurs répercussions sur le système politique. Parmi les autres domaines traités, l'on citera : partis et élections, État et décentralisation, économie et société, éducation et médias. L'ouvrage s'achève sur le rôle de la France en Europe et sur les relations franco-allemandes.

Cette introduction aborde la forte pression à laquelle sont soumis en France l'État, l'économie et la société pour se réformer. Elle montre les points sensibles actuels qui agitent la société et les problématiques qui s'y rattachent. Ce faisant, elle fait aussi apparaître clairement le chemin difficile du renouvellement en politique, dans l'économie et dans la société, chemin qui s'ouvrira au nouveau président élu en mai.

Henrik Uterwedde: Frankreich. Eine Länderkunde. Éditions Barbara Budrich, env. 160 pages, 978-3-8474-2078-1 (ISBN) ca. 14,90 Euro



dfi service

Réception du Nouvel An au Landratsamt

Le 17 janvier 2017, Rainer Haas, président de la circonscription de Ludwigsburg et membre du comité directeur du dfi, avait organisé une réception pour le Nouvel An. Cette manifestation, entièrement placée cette année sous le signe de la coopération franco-allemande, a accueilli un public très nombreux comme tous les ans. Les communes françaises partenaires de la ville et les communes du Landkreis étaient présentes pour une grande exposition et avaient apporté leurs spécialités locales.



L'invité d'honneur était l'ambassadeur français à Berlin, Philippe Etienne, qui n'en était pas à sa première visite à Ludwigsburg. La photo le montre en compagnie du président du Landkreis Rainer Haas au début de la manifestation.

Frank Baasner ► baasner@dfi.de

Nouveau bureau directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la région de Stuttgart

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la région de Stuttgart et du district de Ludwigsburg a élu son nouveau bureau directeur. Succédant à Sigrid Zimmerling, qui venait de prendre son poste l'an passé comme nouvelle directrice, le nouveau président Albrecht Kruse ainsi que les vice-présidents Nicole Porsch et Stefan Mecheels ont été introduits dans leurs fonctions en mars.

Depuis la fondation de l'Institut franco-allemand en 1948, la CCI de Ludwigsburg dispose toujours d'un siège et d'une voix au comité de direction du dfi. Nous nous réjouissons de notre future collaboration.



Le nouveau Président Albrecht Kruse.

Source : IHK

Frank Baasner ► baasner@dfi.de

Appel à candidature Francemobil 2017 – 2018

Pour promouvoir le français et la mobilité internationale dans les établissements scolaires allemands, l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ), l'Institut français d'Allemagne et la Robert Bosch Stiftung, soutenus par Renault Deutschland AG, dfi Erlangen et Ernst Klett Verlag, se « FranceMobilisent » et proposent : 12 bourses d'animateurs francemobil en Allemagne.

Du 1^{er} septembre 2017 au 30 juin 2018.

Pour plus d'informations : ► www.francemobil.fr



Appels à candidature

Lecteur / Lectrice d'allemand à l'Université de Bourgogne, Dijon, France – didactique de la langue

Le poste prévoit 50 % d'enseignement et 50 % de coordination des filières préparant les étudiants au métier d'enseignant. L'horaire d'enseignement est d'environ 4 à 6 heures hebdomadaires par semestre, en fonction des besoins, en allemand et – à titre exceptionnel – en français.

La collaboration au développement et à la mise en place d'un master intégré dédié à l'enseignement s'opère en concertation étroite avec l'Université franco-allemande, les acteurs de la politique de l'éducation et l'Université Johannes Gutenberg de Mayence. Le service du lecteur comprend également la collaboration au niveau licence (conseil et encadrement des étudiants et des stagiaires, coordination, concertation avec les tuteurs des stagiaires, visites en milieu scolaire, développement de modules de formation).

Pour plus d'informations: <https://www.daad.de/ausland/lehren/daadlectoren/de/16886-freilektorat-dozenten-und-sprachassistenten/?page=1&projektid=57375482&s=1>

Marjorie Berthomier – nouvelle secrétaire générale adjointe de l'UFA

Nommée secrétaire générale adjointe de l'Université franco-allemande (UFA), Marjorie Berthomier a pris ses fonctions le 1er février dernier. Elle exercera ses missions aux côtés de Jochen Hellmann, secrétaire général, de David Capitant, vice-président et de Patricia Oster-Stierle, présidente de l'UFA.

Jochen Hellmann se réjouit de la nomination de Marjorie Berthomier au poste de secrétaire générale adjointe : « De par sa grande expé-



Marjorie Berthomier, nouvelle secrétaire générale adjointe de l'UFA depuis février 2017.

Source : Iris Maurer/UFA-DFH

DAAD

Deutscher Akademischer Austausch Dienst
German Academic Exchange Service

Lecteur / Lectrice d'allemand CIERA / Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), Paris

Le CIERA et l'EHESS proposent un poste de lecteur / lectrice d'allemand, à pourvoir à partir du 1er septembre 2017. Ce dernier aura pour mission l'encadrement et la mise en réseau des 500 étudiants et doctorants dépendants du CIERA, la conception et l'organisation du programme des doctorants du CIERA (séminaires, ateliers et colloques) ainsi que la coordination de la revue en ligne des doctorants, Trajectoires.

A l'EHESS, l'un des établissements d'enseignement supérieur membres du CIERA, il / elle aura à animer des séminaires de langue destinés aux étudiants en sciences humaines et sciences sociales et un séminaire de recherche dans sa spécialité. Le lecteur / la lectrice sera en outre appelé(e) à évaluer les besoins en matière d'apprentissage de l'allemand à l'EHESS et à développer une offre en adéquation avec ces besoins.

Pour plus d'informations : <http://www.ciera.fr/de/node/13525>



rience, Marjorie Berthomier est toute désignée pour occuper ce poste. Elle s'est engagée depuis de nombreuses années pour le développement de la coopération franco-allemande et connaît parfaitement les enjeux de l'UFA.

Maître de conférences à l'Université Paris Descartes depuis l'an 2000 et attachée universitaire à l'Ambassade de France en Allemagne de 2006 à 2010, Marjorie Berthomier a été notamment responsable des programmes bilatéraux de coopération et d'échanges entre France et Allemagne, en partenariat avec le DAAD et l'UFA. En 2011, elle prend la direction de l'Institut français de Leipzig avant de retrouver en 2013 l'Ambassade de France à Berlin en qualité d'attachée culturelle, plus particulièrement chargée des coopérations artistiques, du patrimoine, et des questions relatives à la numérisation dans le secteur culturel et des industries créatives.

Elsa-Claire Elisée ▶ elisee@dfh-ufa.org

La France avant les élections présidentielles

Un débat public sur le thème « La France avant les élections présidentielles », animé par Jan Roessel, Deutsche Gesellschaft e.V., a eu lieu le 15 mai à Berlin. Frank Baasner, directeur de l'Institut Franco-Allemand (dfi), Sabine Russ-Sattar, département « sciences sociales » de l'Université de Kassel et Thomas Wieder, correspondant du journal « Le Monde » ont analysé et discuté l'actualité politique en France. L'accent a été mis sur le quinquennat de François Hollande et les candidats à l'élection présidentielle, sur les stratégies entre les deux tours comme sur les conséquences du résultat de l'élection pour la France, les relations franco-allemandes et l'Europe.



Les participants au débat public. Source : dfi

Agenda

du 3 au 8 mai 2017

Voyage d'étude pour journalistes internationaux lors des élections présidentielles en France, Paris

du 7 au 9 juin 2017

19^{ème} Dialogue Franco-Allemand : L'Europe des citoyens – Réalité ou illusion ?, Otzenhausen

du 16 au 18 juin 2017

Séminaire du concours « On y va – Auf geht's – Let's go », Otzenhausen

du 22 au 23 juin 2017

XXXIII^{ème} Conférence annuelle du dfi : « Langue et politique – Campagnes électorales et débats politiques face à la mutation du monde médiatique », Ludwigsburg

Mentions légales

Deutsch-Französisches Institut
Asperger Straße 34
D-71634 Ludwigsburg
Tel +49 (0)7141 93 03 0
Fax +49 (0)7141 93 03 50

▶ www.dfi.de

▶ info@dfi.de

Rédaction : Waltraut Kruse
Traduction : Céline Choppin
Directeur de la publication :
Prof. Dr. Frank Baasner